

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 09 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ACIERIES ET FORGES D'ANOR

40 rue du Maréchal Foch
59186 Anor

Références : V3/2024/23
Code AIOT : 0007001233

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement ACIERIES ET FORGES D'ANOR implanté 40 rue du Maréchal Foch BP 1 59186 Anor. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACIERIES ET FORGES D'ANOR
- 40 rue du Maréchal Foch BP 1 59186 Anor
- Code AIOT : 0007001233
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1902, la société ACIERIES et FORGES D'ANOR exerçait une activité de fabrication de lames et outils tranchants mécaniques et de fonderie de pièces unitaires moulées.

Le site était implanté sur les parcelles cadastrales n° 645, 646, 647, 659, 660, 662, 664, 665, 1411, 681, 682, 1756, 1757, 1758, 1331 et 2023 en zone UE et UA de la commune d'Anor.

Les surfaces étaient réparties comme suit :

- surface bâtie (3 bâtiments) : environ 20691 m²
- surface imperméabilisée : 12357 m²
- surface non imperméabilisée : 13409 m²

Un rapport d'audit réalisé par le bureau d'études TAUW concernant la situation environnementale de l'établissement, remis en mai 2015 avait permis d'indiquer que le site était soumis au régime de l'autorisation au titre des 3 rubriques suivantes :

- 2562 : Chauffage et traitement industriel par l'intermédiaire de bains de sels fondus ;
- 2770-1 : Installation de traitement thermique de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses, en l'occurrence la régénération thermique des sables de fonderie.
- 2790-2 : Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses en l'occurrence la compacteuse de boues de rectification.

Le site relevait également des rubriques suivantes :

- 2560-B-1 : Travail mécanique des métaux et alliages (E)
- 2551-2 : Fonderie de métaux et alliages ferreux (D)
- 2575 : Abrasives (emploi de matières) (D)
- 2921-b : Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau (D)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1	Consignation	1 mois
3	Surveillance des effets dans l'environnement	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 3	Consignation	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limitation des accès	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 2	Sans objet
4	Risque d'incendie d'explosion	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 4	Sans objet
5	Usage futur du site	AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'inspection constate que :

- l'exploitant n'a pas transmis de mémoire de mise en sécurité,
- l'ensemble des déchets liés aux activités des ACIERIES ET FORGES D'ANOR n'ont pas été évacués,
- l'exploitant n'a pas mis en œuvre la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, alors que de nouvelles activités sont déjà entreprises sur le site.

L'inspection constate donc le jour de la visite le non-respect des articles 1 et 3 de la mise en demeure du 3 octobre 2022.

L'inspection propose à M. le préfet du Nord de consigner la somme correspondant au montant nécessaire pour l'évacuation des déchets et pour la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR, représentée par le liquidateur judiciaire, sise 40 rue du Maréchal Foch à ANOR est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en procédant à l'évacuation des déchets dans les filières adaptées dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Dans le rapport d'inspection du 23/06/2022, il a été constaté :</u> A l'initiative de la Communauté de communes Sud-Avesnois, une étude sur le "diagnostic environnemental avant cession/acquisition du site" a été menée. Elle date du 18/09/2019 et est rédigée par le bureau d'étude ENTIME. Dans le cadre de cette étude, une visite a été effectuée par ENTIME le 20/07/2019. Il y est relevé notamment la présence d'un stock de sable, de cuves de mazout, des outils de production laissés en l'état avec des réserves de produits chimiques indéterminées et non vidangées. Ainsi, lors de la visite du 16/06/2022, il était constaté que : <ul style="list-style-type: none">- les cuves aériennes de mazout n'ont pas été vidangées, une forte odeur d'hydrocarbures est constatée. La rétention est dégradée et le sol est visiblement contaminé aux alentours.- Dans la zone de stockage à chaud, présence de :<ul style="list-style-type: none">o bacs à huiles non vidangéso bains contenant des sels précipités Dans la zone de rectification, est constatée la présence de containers d'huiles de rectification et de boues. Il ressort de l'étude ENTIME qu'une partie des sables de fonderie stockés sont à considérer comme des déchets dangereux. Ces crassiers de sable sont toujours présents. <u>Le jour de la visite du 15 novembre 2023 :</u> L'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire indique : <ul style="list-style-type: none">- que les sables de fonderie n'ont pas été évacués,- les différentes cuves identifiées dans l'étude ENTIME du 18/09/2019 ont été vidangée et inertées,- des difficultés techniques ont retardé le nettoyage des bains contenant des sels précipités Par courriel du 12/12/2023, à la demande de l'inspection, l'étude du liquidateur judiciaire transfère 12 BSD relatifs au retrait de déchets dangereux présents sur le site (eaux souillées contenant des huiles ou des hydrocarbures et boues souillées contenant des hydrocarbures). L'exploitant transmet également un courriel daté du 21/11/2023 provenant de la société SARPI VEOLIA à destination du liquidateur judiciaire qui indique l'avancement du nettoyage du bain contenant des sels précipités. Les photographies jointes montrent que suite à cette dernière

intervention la grande majorité des sels a été extraite du bain.

Un second courriel de la société SARPI VEOLIA daté du 22/11/2023 reporte les interventions suivantes :

- de vidange et inertage des cuves de mazout aériennes situées sur le parking près du bâtiment ANORLAME,

- pompage, rinçage de 3 cuves enterrées dans le bâtiment exploité par ANORLAME.

Il est évoqué dans ce courriel que des reliquats de boues métalliques "non prévues" au contrat" n'auraient pas été retirés.

Pendant la visite, l'inspection constate le nettoyage de la cuve de mazout aérienne située devant le bâtiment exploité par la société ANORLAME.

L'exploitant précise le jour de la visite qu'une nouvelle cuve située sous un laminoir a été identifiée dans un bâtiment aujourd'hui exploité par la société NOA (activités de fabrication de charpentes et de constructions métalliques). La cuve aurait un volume de 13 m³ et contiendrait un mélange d'huiles et d'eau. Pendant la visite, l'inspection se rend sur place et constate la présence de la cuve, pleine.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la caractérisation des déchets présents dans cette cuve, avant de procéder à leur retrait et au nettoyage de la cuve.

A ce jour aucun mémoire de mise en sécurité n'a été transmis par l'exploitant, ni aucun mémoire de fin de travaux.

Il est demandé à l'exploitant de se positionner sur l'évacuation des déchets présentés dans le rapport ENTIME "Inventaire des déchets et estimation budgétaire", ref. ENTIME 6204-006-001 daté du 06/07/2020.

L'inspection constate que des déchets n'ont pas été intégralement évacués et donc que l'article 1 de la mise en demeure du 3 octobre 2022 n'est pas respecté.

L'exploitant avait transmis par courriel du 21 juillet 2022 à l'inspection. Le montant global de l'estimatif budgétaire de collecte et traitement des déchets par SARPI VEOLIA était de 102 203,45 euros TTC. Cette proposition ne concerne pas l'évacuation de l'ensemble des déchets, mais uniquement des déchets dangereux, et en excluant les sables de fonderie.

Par ailleurs, dans un courrier du 18/08/2020 à destination du tribunal de commerce de Valenciennes (relative à la vente gré à gré des actifs immobilier et mobilier de la SAS ACIERIES ET FORGES d'ANOR) l'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire indique un volume de boues, containers et sables à évacuer de l'ordre de 25 500 tonnes, pour un coût estimé en fourchette basse à 860 000 euros.

Au vu de ces constats l'inspection propose à M. le préfet du Nord de consigner la somme de 860 000 € correspondant au montant estimé par l'exploitant nécessaire pour réalisation des travaux d'évacuation et de traitement des déchets présents sur le site des ACIERIES ET FORGES d'ANOR vers des filières appropriées

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Limitation des accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR, représentée par le liquidateur judiciaire, sise 40 rue du Maréchal Foch à ANOR est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en limitant l'accès au site aux seules personnes en charge de la mise en sécurité dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté. Les justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate que plusieurs sociétés sont présentes dans les bâtiments autrefois exploités par les ACIERIES ET FORGES d'Anor. L'inspection recense ainsi : <ul style="list-style-type: none">- la SCI FONDERIE d'ANOR (fonderie de métaux),- la société ANORLAME (travail des métaux et rectification),- la société NOA (fabrication de charpentes et constructions métalliques),- la société TETRA STRUCTURE (installation prochaine sur le site). En effet, l'exploitant indique dans un courrier daté du 23 novembre 2022 qu'un projet de reprise des installations est en cours, en partenariat avec la Communauté de communes Sud-Avesnois et l'Établissement Public Foncier et, alors, les sociétés ANORLAME et SCI FONDERIE D'Anor. Il est donc particulièrement important que la mise en sécurité des lieux, comprenant l'évacuation des déchets dangereux puisse se faire le plus rapidement possible, afin d'éviter toute exposition des travailleurs présents sur place aux polluants. L'inspection constate que les bâtiments désaffectés sont fermés à l'aide d'un cadenas. Les lieux aujourd'hui exploités par les sociétés mentionnées ci-dessus sont accessibles aux seuls employés. Dans ce cadre, les enjeux de sécurité concernent la présence de déchets dangereux (cuves, sables de fonderie) et les effets sanitaires d'une pollution de l'environnement. Concernant la limitation des accès et considérant les constats réalisés le jour de la visite, l'inspection estime que les bâtiments désaffectés sont effectivement inaccessibles au public, les différentes entrées en étant cadenassées. L'article 2 de la mise en demeure du 3/10/2022 est respecté. Il convient néanmoins que l'exploitant s'assure régulièrement du bon état des moyens d'interdiction d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des effets dans l'environnement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR, représentée par le liquidateur judiciaire, sise 40 rue du Maréchal Foch à ANOR est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en mettant en œuvre la surveillance des effets de l'installation sur son environnement dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté. Les justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Le rapport d'inspection du 23/06/2022 précisait :</u> Conformément à l'article R.512-39-3, l'exploitant transmet au préfet dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. <u>Au jour de la visite du 15 novembre 2023</u> , l'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire n'a pas transmis de mémoire de réhabilitation. Pourtant, le rapport ENTIME "Etude historique, diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines" daté du 18/09/2019 indique pour le sol : la présence de HAP sur quasiment tout le site avec quelques points faisant l'objet de concentrations plus importantes, quelques traces de PCB, la présence d'hydrocarbures en concentrations variables, certaines étant « problématiques ». Les analyses du sol révèlent également la présence de différents métaux (fer, molybdène, plomb, nickel, chrome) dans des quantités ponctuellement importantes. Les analyses des eaux souterraines réalisés par le prélèvement aux niveaux de 2 piézomètres indique la présence de métaux dans des concentrations très élevées pour des paramètres comme l'aluminium, le chrome, le manganèse ou le fer. Il est à noter que le rapport ENTIME a été produit à l'initiative de la Communauté de Commune Sud-Avesnois et constitue une première description de l'état des sols et des eaux souterraines présente de manière très succincte les éléments de gestion de la pollution qui seraient à mettre en œuvre. Il paraît donc important de poursuivre la caractérisation de ces pollutions et d'en proposer un plan de gestion adapté en fonction de l'usage futur du site. L'exploitant n'a pas transmis à Monsieur le préfet d'éléments relatif au suivi des effets de l'installation sur les eaux souterraines. Les éléments à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ne permettent pas en l'état de vérifier les effets de l'installation sur son environnement et les personnes dans le temps. L'inspection constate le jour de la visite le non-respect de l'article 3 de la mise en demeure du 3 octobre 2023. Il est nécessaire que l'exploitant se positionne sur les actions à mener relativement aux pollutions

sur le site. Il est attendu une interprétation de l'état des milieux qui serait complétée au besoin de diagnostics complémentaires et un positionnement de l'exploitant sur l'opportunité d'entamer une démarche de dépollution compatible avec l'usage futur envisagé.

Pour l'heure, aucune étude ne permet de s'assurer que les personnes présentes sur le site ne sont pas exposées à un risque lié à la présence de pollutions.

Au vu de ces constats l'inspection propose à M. le préfet du Nord de consigner la somme de 10 000 € correspondante au montant estimé par l'inspection de la sollicitation d'un bureau d'études certifié SSP (sites et sols pollués) nécessaire au diagnostic, à l'interprétation des milieux et le cas échéant au plan de gestion des pollutions présentes sur le site des ACIERIES ET FORGES d'ANOR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Risque d'incendie d'explosion

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR, représentée par le liquidateur judiciaire, sise 40 rue du Maréchal Foch à ANOR est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement en supprimant le risque incendie/explosion en coupant les utilités et en faisant procéder à l'élimination des déchets inflammables dans un délai de sept jours à compter de la notification du présent arrêté.

Les justificatifs de la mise en conformité sont transmis dès réalisation à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le rapport d'inspection du 23/06/2022 indiquait :

Lors de la visite du 16/06/2022, l'inspection constate la présence de deux cuves aériennes de mazout présentant des fuites. Une partie du mazout est présent dans la rétention des cuves, à l'air libre. Une forte odeur d'hydrocarbures se dégage. La rétention est endommagée. Le sol alentour est contaminé par les hydrocarbures. Cette installation présente un risque d'incendie.

L'inspection constate le jour de la visite le nettoyage de ces cuves aériennes.

Les éléments transmis par l'exploitant le 12/12/2023 (BSD, rapport d'intervention) montrent que les hydrocarbures présents dans ces cuves ont été évacués.

Le risque d'incendie lié à ces deux cuves aériennes n'existe plus au jour de la visite.

L'inspection considère que l'article 4 de la mise en demeure du 3/10/2022 est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Usage futur du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2022, article 5
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : La société ACIERIES ET FORGES D'ANOR, représentée par le liquidateur judiciaire, sise 40 rue du Maréchal Foch à ANOR est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-2 du Code de l'environnement en démontrant avoir transmis à Monsieur le maire d'Anor ou à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <u>Le rapport d'inspection du 23/06/2022 indiquait :</u> Le liquidateur doit transmettre à Monsieur le maire d'Anor ou à l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains conformément à l'article R.512-39-3 du code de l'environnement. <u>A la date du 15/11/2023</u> , il apparaît que Monsieur le maire d'Anor, ainsi que la Communauté de Communes Sud-Avesnois sont effectivement bien informés et en accord avec le projet d'usage industriel qui est d'ores et déjà entrepris du site. En effet, ce projet de reprise est réalisé avec le soutien de la Communauté de Communes Sud-Avesnois et l'Etablissement public foncier, afin de sauvegarder un outil industriel important pour ce territoire et les emplois. Une réunion le 3 octobre 2023 a été organisée avec des représentants de l'EPF, de la Communauté de Communes, l'exploitant représenté par le liquidateur judiciaire et la DREAL, afin de réaliser un point d'avancement entre les différentes parties prenantes liées au futur de l'emprise des ACIERIES et FORGES d'ANOR. L'inspection constate que les différents documents disponibles (plans, diagnostics réalisés, inventaires des déchets,...) sont mis à la disposition des différents intervenants afin de permettre le déroulement de la procédure de cessation d'activité et la vente des terrains et des biens. Ainsi, en considérant : <ul style="list-style-type: none">- les échanges et les documents transmis au préfet : notification de mise à l'arrêt définitif des ACIERIES ET FORGES d'ANOR par courrier daté du 25/06/2020, avec un usage futur industriel de l'emprise- le projet de maintien de l'outil industriel et dans la mesure du possible des emplois liés aux ACIERIES ET FORGES d'ANOR de la Communauté de Communes Sud-Avesnois et la participation active du liquidateur judiciaire en vue de permettre la réalisation du projet,- la réunion du 3/10/2023 avec notamment la Communauté de Communes, la Maire d'Anor et

l'exploitant, ayant pour objet l'avancement de la procédure de cessation d'activité en vue de la vente aux différentes parties prenantes pour un usage futur industriel,
- la mise à disposition à l'inspection et à l'exploitant de l'étude de diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines du 18/09/2019 de ENTIME par la Communauté de Communes,

l'inspection considère que les informations qui devaient être communiquées par l'exploitant à l'établissement public compétent en matière d'urbanisme et au préfet, conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement, l'ont été.

L'inspection considère l'article 5 de la mise en demeure du 3/10/2022 comme respecté.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation

Proposition de délais : 1 mois